



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le

12 JUIN 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 64 55

✉ : lucile.giovanetti@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-2 ;

VU le rapport en date du 19 mai 2009 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que suite à un incident survenu sur le site de la société CHIMIMECA 42, rue Ampère à CHASSIEU, l'inspection des installations classées a réalisé un contrôle sur les lieux, le 19 mai 2009 ;

CONSIDERANT que cette visite d'inspection a permis de constater que la société CHIMIMECA exploite, depuis 1999, sur son site de CHASSIEU, une installation de formulation de solutions de traitements industriels ;

CONSIDERANT que cette activité relève du seuil de l'autorisation pour les rubriques 1111.2.b (emploi et stockage de substances et préparations très toxiques) pour 12,5 tonnes, et 1131.2.b (emploi et stockage de substances et préparations toxiques) pour 42 tonnes ;

CONSIDERANT que cette activité n'a pas fait l'objet de l'autorisation requise, et que par conséquent, la société CHIMIMECA se trouve en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

.../...

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier de demande d'autorisation, en vue de régulariser la situation administrative de son établissement ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 514-2 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

En vue de régulariser la situation administrative de l'activité qu'elle exerce 42, rue Ampère à CHASSIEU, la société CHIMIMECA est mise en demeure de déposer à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - bureau de l'environnement industriel), dans le délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, un dossier d'autorisation, constitué conformément aux dispositions des articles R. 512.2 à R. 512.10 du code de l'environnement, dont une copie est annexée.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme,
La Secrétaire Adjointe
Lucile GIOVANNETTI

Lyon, le 12 JUIN 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
René DIDAL